





 **Genre et économie bleue : pour une approche durable et équitable**

**June 2024**

**Document de Projet préparé par RDD dans le cadre de SwitchMed II**

**Genre et économie bleue**

**Avertissements**

Les désignations employées et la présentation du rapport dans cette publication n'impliquent en aucun cas l'expression d'une opinion de la part du Secrétariat des Nations Unies concernant le statut juridique d'un pays, territoire ou ville, ou de ses autorités, ni concernant la délimitation de ses frontières.

La mention d'une entreprise commerciale ou d'un produit dans ce document n'implique pas l'aval du Programme des Nations Unies pour l'Environnement ou des auteurs. L'utilisation des informations de ce document à des fins publicitaires ou promotionnelles n'est pas autorisée. Les noms et symboles de marques déposées sont utilisés de manière éditoriale sans intention de porter atteinte aux lois sur les marques ou les droits d'auteur.

Les opinions exprimées dans cette publication sont celles des auteurs et ne reflètent pas nécessairement les vues du Programme des Nations Unies pour l'Environnement. Nous regrettons toute erreur ou omission qui aurait pu être commise involontairement.

© Photo issue de [shutterstock\_1823747072.jpg (900×450) (researchoutreach.org)](https://researchoutreach.org/wp-content/uploads/2021/06/shutterstock_1823747072.jpg)

**Programme des Nations Unies pour l'environnement**

Le Programme des Nations Unies pour l'environnement (PNUE) est la principale autorité environnementale du système des Nations Unies. Le PNUE utilise son expertise pour renforcer les normes et pratiques environnementales tout en aidant à mettre en œuvre les obligations environnementales aux niveaux national, régional et mondial.

La mission du PNUE est de fournir un leadership et d’encourager le partenariat dans la protection de l’environnement en inspirant, en informant et en permettant aux nations et aux peuples d’améliorer leur qualité de vie sans compromettre celle des générations futures.

**Programme SwitchMed**

Le programme SwitchMed est financé par l'Union européenne (UE) et mis en œuvre par le PNUE. Il vise à promouvoir une économie circulaire dans les pays du sud de la Méditerranée en changeant la manière dont les biens et services sont produits et consommés. Pour y parvenir, SwitchMed fournit des outils et des services directement au secteur privé, soutient un environnement politique favorable et facilite l'échange d'informations entre les partenaires et les principales parties prenantes.

**Racines et Développement Durable (RDD) :**

Racines et Développement Durable (RDD) est une association tunisienne qui promeut un développement local et régional aligné sur les caractéristiques des territoires et des populations. Elle valorise le patrimoine, à la fois matériel et immatériel, crucial pour le développement durable. RDD œuvre pour intégrer cette dimension patrimoniale dans le développement, sensibilise sur la destruction du patrimoine tunisien et ses impacts socio-économiques, et soutient la protection et la mise en valeur du patrimoine à travers des projets de développement. Les membres de RDD croient en l'importance de lier le patrimoine au développement régional.

**Équipe SwitchMed du PNUE :**

Luc Reuter, Coordinateur des politiques SwitchMed, luc.reuter@un.org
Chang Yan, Responsable associé de programme, chang.yan@un.org

**Équipe RDD :**

Mme Latifa ZiadiMme Habiba Sobhi Meddeb

Mme Samira Nefzi

Samir Meddeb, Président

**Point focal national SwitchMed:**Nabil HAMDI, Point focal national SwitchMed II, ministère de l’Environnement, Tunisie

|  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- |
| Peut être une image de texte qui dit ’希 RDD Racines et Développement Durable’ |  |  |  |

**Genre et économie bleue : pour une approche durable et équitable.**

**Juin 2024**

**Equipe de travail :**

Mme Latifa Ziadi

Mme Habiba Sobhi Meddeb

Mme Samira Nefzi

**Table des matières**

[Contexte de l’étude 5](#_Toc172202460)

[Introduction 6](#_Toc172202461)

[Economie bleue et genre : réalités et perspectives 7](#_Toc172202462)

[I. La contribution invisible des femmes](#_Toc172202463) 7

[II. Le poids des normes sociales et culturelles](#_Toc172202464) .9

[III. L’institutionnalisation des activités de transformation des produits de la mer](#_Toc172202465) ……………………………………………………………………………………………………………..9

[IV. Les femmes et changement climatique](#_Toc172202466) 10

[V. La place des jeunes dans le secteur de la pêche](#_Toc172202467) 11

[Conclusions et pistes d’actions envisageables en économie bleue](#_Toc172202468) 12

Références …………………………………………………………………………………………………….15

[Annexe I. Les guides d’entretien pour les focus groupes](#_Toc172202478) 16

[Annexe II. Liste des personnes ressources](#_Toc172202480) 18

Annexe III. Webinaire « La place du genre dans l’Economie Bleue…………………..19

**Contexte de l’étude**

**SwitchMed II**, est un projet financé par la Commission Européenne et mis en œuvre par le Programme des Nations Unies pour l'Environnement (PNUE). Il consiste à accompagner huit pays de la rive sud de la Méditerranée, à développer et mettre en œuvre des politiques pour adopter des modes de consommation et de production durables.

SwitchMed soutient directement le renforcement d'un environnement politique favorable, les pratiques du secteur privé et la facilitation du partage d'expériences entre les parties prenantes. Il vise en outre à stimuler la création d'opportunités commerciales plus vertes et d'emplois décents, tout en réduisant l'empreinte environnementale des activités de consommation et de production. Différentes mesures contribueront à faire du modèle d'économie circulaire, EC, le modèle économique dominant dans la région sud de la Méditerranée.

Dans le cadre de SwitchMed II, le PNUE s’engage à coopérer avec **l’association RDD, Racines et Développement Durable,** pour mettre en œuvre deux composantes qui ont comme objectif de promouvoir les modes de consommation durables et l’économie circulaire dans les politiques et pratiques nationales : I) Un dialogue national autour de l’Economie Bleue, et II) Un dialogue national autour du Gaspillage alimentaire.

Dans ce cadre, RDD a envisagé de réaliser un diagnostic de genre dans les activités économiques liées aux composantes du projet, de sensibiliser les partenaires lors des conférences internationales aux questions relatives à l’égalité des sexes dans les différents secteurs inhérents. Il est également question de recueillir les propositions de tous les partenaires afin de concevoir et de mettre en œuvre des actions exhaustives pour le programme SwitchMed II. Le but ultime de cette démarche est de guider l'intégration de l'approche genre dans la planification, la programmation et la mise en œuvre des activités du projet.

La présente étude est ainsi le résultat de cette mission conclue sous la supervision du chef de projet et en étroite collaboration avec les autres experts chargés des composantes principales du projet ainsi qu'avec le chargé de suivi et l’évaluation du projet.

La présente étude est le fruit d’une collaboration étroite et minutieuse avec les membres de l’équipe genre, composée de Mme Habiba Sobhi Medebb et Mme Samira Nefzi. De plus nous tenons à exprimer notre profonde gratitude à toutes les personnes ressources, dont la liste est fournie en annexe, ayant contribué directement ou indirectement à la réalisation de ce travail.

**Introduction**

L'économie bleue représente un des enjeux majeurs pour le développement durable, particulièrement dans les pays de la rive sud de la Méditerranée comme la Tunisie. Ces domaines sont au cœur des préoccupations en raison de leur impact sur l'environnement, la société et l'économie. Cependant, toute analyse vouée à ces domaines devrait aborder les défis décelés de manière efficace et inclusive. Il devient ainsi crucial de prendre en compte la dimension genre dans l'ensemble des recherches, initiatives et des politiques à amorcer à cet égard.

**Le genre** est un concept sociologique qui se réfère au sexe social, en contraste avec le sexe biologique. Il s'agit d'une construction sociale qui englobe les relations entre les hommes/garçons et les femmes/filles au sein d’une société. Ces relations sont influencées par la culture et l'organisation sociale (Couchot-Schiex, S., 2019).

**L'approche genre consiste par conséquent à analyser les rôles, les relations et les responsabilités différenciés entre les femmes/filles et les hommes/garçons dans une société donnée. De plus, en respect de l’évolution des populations, les jeunes et les moins jeunes peuvent faire l'objet d'une analyse spécifique pour identifier les inégalités, les écarts et les disparités dans un contexte, ici le domaine de l’économie bleue.**

Outre les analyses sexospécifiques, l’étude aborde aussi une analyse croisée qui combine les deux perspectives genre et genre en examinant les rôles des jeunes en tenant compte des différences de genre. Précisément elle ambitionne d’analyser comment les jeunes femmes et les jeunes hommes sont affectés différemment, quels obstacles spécifiques ils rencontrent, et comment ces facteurs influencent leur participation et leurs contributions en économie bleue.

Il convient toutefois de préciser la définition « jeunes » qui varie en fonction des contextes et des disciplines. Dans le cadre de la présente étude, l'âge de la jeunesse est généralement considéré en référence essentiellement à la définition des Nations Unies[[1]](#footnote-1) et d'autres organismes internationaux ; **Ainsi, sont considérés « jeunes » les individus âgés de 15 à 24 ans.** De plus, les moins jeunes sont généralement considérés comme des individus qui ont quitté l'adolescence sans être entrés dans l'âge adulte, et qui sont marqués par des étapes telles occuper un emploi, disposer d'un logement autonome, fonder un couple et une famille (Centre d’Observation de la société, 2021). Les limites d'âge pour cette catégorie peuvent varier, mais la plupart des travaux scientifiques se réfère à la fourchette 25 ans et plus.

La présente étude vise principalement à souligner les inégalités d'accès aux opportunités économiques et aux ressources selon une approche sexospécifique conformément aux recommandations de la GNUDD (2018). L’analyse focalise sur la division des tâches entre les hommes et les femmes, met en exergue le poids du travail non rémunéré des femmes et aborde également les perspectives de l’émancipation économique et sociale des femmes ainsi que le renforcement de leur accès aux postes de décision et de leadership. De plus, il est aussi question de soulever l'impact différencié des activités économiques sur les communautés locales, en particulier sur les groupements ou associations des femmes. L’objectif ultime de cette analyse est de guider les parties prenantes dans la conception stratégique des actions à entreprendre dans le cadre de ce projet conformément à ses objectifs durables spécifiques.

**Plus explicitement, l'objectif principal et transversal du présent travail est d'initier un débat et de sensibiliser sur l’intégration de la dimension genre dans les différentes composantes du projet, en l’occurrence l’économie bleue, en dressant un état des lieux et en identifiant les obstacles, les défis et les opportunités qui susceptibles de conduire à un changement de comportement pour le futur.**

Dans cette optique, l'intégration de l'approche genre dans le dialogue national sur l'économie bleue devrait mettre en évidence les défis spécifiques rencontrés par les femmes et les jeunes, en favorisant leur participation active dans les processus de décision et en prenant en compte leurs besoins et leurs perspectives, nous pouvons travailler vers des solutions plus inclusives et durables pour tous.

**Economie bleue et genre : réalités et perspectives**

Quatre secteurs clés liés à la mer et au littoral émergent de manière significative en Tunisie, contribuant à près de 16 % du PIB national. Plus précisément, le tourisme balnéaire, à lui seul, représente plus de 14 % de cette contribution, tandis que la pêche et l'aquaculture, l'extraction offshore de pétrole et de gaz, ainsi que le transport maritime, contribuent ensemble à moins de 3 % du PIB national (Banque Mondiale, 2023).

Néanmoins, le secteur de la pêche occupe une place stratégique, générant environ 253 millions de dinars d'exportations en mai 2023 (ONAGRI, 2023). Il constitue le focus de notre analyse dans ce qui suit. A cet égard, les femmes jouent plusieurs rôles actifs et cruciaux dans la filière de la pêche, participant à différentes étapes et niveaux, tels que le montage et le ravaudage des filets, ainsi que la conception des nasses de pêche.

L’analyse qui suit constitue une synthèse des principaux renseignements issus des différents entretiens conclus avec les personnes ressources dont la liste est fournie en annexes. Elle s’inspire surtout des informations collectées lors du focus groupe conclu en collaboration avec l’association Association de la Continuité des Générations.

## **La contribution invisible des femmes**

La contribution des femmes tunisiennes au secteur de la pêche est significative et variée. En effet, les femmes participent activement à la pêche côtière, surtout dans les petites communautés de pêcheurs (Kerkenah, Zarzis, Teboulba…). Elles assurent souvent la collecte de mollusques, crustacés, et autres produits marins. De plus, elles jouent un rôle crucial dans le traitement et la transformation des produits de la pêche. Elles sont essentiellement en charge de séchage, du salage, du fumage, et de la conservation des poissons et autres produits marins.

En revanche, les rôles des femmes, indispensables et incontournables, restent invisibles. Dans ce sens, selon une approche genre, l’invisibilité fait référence à la situation dans laquelle les femmes sont souvent sous-représentées dans les sphères politiques, économiques et sociales, et ce malgré leur contribution importante. Cette situation se manifeste lors d’un accès inégal aux droits et au contrôle des ressources naturelles, aux postes de leadership et aux processus de prise de décision.

L’invisibilité découle également des stéréotypes de genre attribuant aux femmes des rôles traditionnels et les excluant des sphères de pouvoir (Simonin, 2009 ; FAO, 2023). Cette invisibilité n’est pas sans effet sur la participation économique et sociale des femmes. Lorsque les femmes sont invisibles ou sous-représentées dans les postes de décision et de direction, elles ont moins de possibilités pour intégrer activement les processus de prise de décision et de gestion communautaire, ce qui est de nature à entraver leur capacité à défendre leurs intérêts, à influencer les politiques et à accéder à des ressources essentielles pour leur autonomisation économique et sociale. L'invisibilité des femmes creuse les inégalités préexistantes et limite leurs opportunités de développement personnel et professionnel.

En dépit de leur invisibilité, les femmes tunisiennes ont une présence déterminante dans les chaînes de valeur liées à la transformation des produits aquatiques, du séchage des poulpes à la conservation des sardines et à la valorisation du crabe. À noter que la pêche à pied est une filière où la main-d'œuvre féminine prédomine, regroupant près de 10 % de la population des pêcheurs, soit environ 5500 femmes (Chahbani, 2023).

Leur implication active à diverses étapes de la filière souligne leur rôle crucial et diversifié dans ce secteur économique clé en Tunisie, notamment dans la pêche artisanale, où elles participent à la transformation du poisson, à la vente de produits de la mer sur les marchés locaux, et à la gestion des activités à petite échelle.

Notons cependant que la division sexuelle du travail dans le secteur de la pêche en Tunisie, accentue la vulnérabilité des femmes dans cette catégorie socioprofessionnelle : les femmes ne disposent que des moyens et outils rudimentaires pour se positionner convenablement dans ce domaine. Les outils les plus performants économiquement comme les chalutiers pour pêche ne sont pas aisément accessibles aux femmes. Néanmoins, leur contribution est remarquable dans des activités telles que la pêche artisanale, la collecte de coquillages comme les palourdes, ainsi que dans les préparatifs nécessaires avant et après la pêche et la production.

A titre illustratif, dans le domaine de la pêche artisanale, les femmes tunisiennes sont souvent impliquées dans la préparation des filets, de l'appât, l’entretien des barques… Elles assurent ainsi le bon fonctionnement et la pérennité des activités de pêche par leur transmission à leurs descendants. La contribution des femmes à ces différentes étapes de la chaîne de valeur de la pêche est indispensable pour soutenir et maintenir cette activité économique.

Cependant, en dépit de l'importance de leur travail, il est regrettable de constater que le travail des femmes demeure souvent non rémunéré car elle est souvent associée d’une manière annexe au travail des hommes (pères, maris et fils).

Même si dans certains cas, les femmes sont responsables directes des activités de la pêche, la commercialisation et la négociation, soit des prix, des salaires et/ou de répartition des tâches avec leurs partenaires, demeure à la charge d’un homme, père, fils, conjoint… Les normes sociales sont très soulignées à cet égard : la présence des femmes dans un milieu essentiellement et traditionnellement masculin est encore perçue comme une transgression des normes culturelles et sociales.

## **Le poids des normes sociales et culturelles**

L’ordre social établi en Tunisies est majoritairement patriarcal en dépit des avancées importantes dans l’instauration des droits économiques et sociaux en faveur des femmes. Cela explique probablement cette hégémonie dans les rapports sociaux entre les sexes dans le secteur de la pêche. Or cette prédominance ne correspond pas à un destin figé en Tunisie ; dans certains cas les femmes, appuyées même par les hommes transgressent cet ordre social et la participation des femmes à la pêche en solitaire par exemple est une réalité aux contours contextuels en Tunisie. comme dans l’exemple de Kerkennah.

Au sein de cette communauté, cette activité professionnelle est largement acceptée, intégrée dans un cadre social communautaire et approuvée par tous. Les femmes qui s'adonnent à la pêche ne sont pas rares dans cette région, où la pratique est considérée comme faisant partie intégrante de la vie quotidienne. En revanche, du côté de Zarzis et de Gabès, les normes sociales sont plus rigides, et la pêche est souvent perçue comme un domaine réservé aux hommes. Les femmes qui exercent seules cette activité se retrouvent confrontées à des préjugés et à des obstacles culturels En Tunisie l’ordre social est patriarcal ce qui explique probablement cette hégémonie dans les rapports sociaux entre les sexes. Cela ne correspondant pas à un destin figé en Tunisie, exemple : les femmes à Kerkennah

En revanche, dans d’autres communautés tels que dans le Sud Est de la Tunisie, les femmes sont situées dans des clusters traditionnels tels que la collecte de palourdes. Cette disparité entre les régions souligne l'importance de prendre en compte les contextes locaux dans la promotion de l'égalité des sexes et de l'autonomisation des femmes, en reconnaissant et en valorisant les diverses formes de contribution des femmes à l'économie bleue.

## **L’institutionnalisation des activités de transformation des produits de la mer**

La dynamique actuelle de l'émancipation économique des femmes dans le secteur de la pêche met en avant la valorisation des produits marins. Cette tendance, ancrée dans les traditions depuis des générations, met en lumière le rôle crucial des femmes dans ce processus. Elles sont souvent les actrices principales du séchage des poulpes, et de la conservation du thon et des sardines, entre autres produits de la pêche.

Cependant, le paysage des activités artisanales évolue rapidement vers des opérations plus industrielles. C'est notamment le cas avec des initiatives telles que la formation de 700 femmes par l'Agence de la Vulgarisation et de la Formation Agricoles de Gabès, qui vise à renforcer leurs compétences dans la valorisation des produits de la pêche, essentiellement le crabe bleu. Cette transition vers des pratiques plus modernes offre de nouvelles opportunités économiques aux femmes, tout en préservant les traditions ancestrales. Il est intéressant de noter que la valorisation des produits de la pêche varie d'une région à l'autre.

Dans le Sahel, par exemple, la sardine occupe une place centrale, tandis que dans le sud, c'est le crabe qui est mis en avant. À Sfax, la réputation du poulpe est indéniable. Cette diversité illustre la richesse et la variété des ressources marines exploitées par les femmes, contribuant ainsi à la vitalité économique des régions côtières.

Outre l’appui technique et la formation, les femmes sont souvent rassemblées au sein de Groupements de Développement Agricole et de la Pêche (GDAP). Ces groupements, qui sont majoritairement composés de femmes, ont vu le jour dans de nombreuses régions, offrant ainsi un cadre propice à l'organisation de sessions de formation et à la mobilisation des ressources financières dans le cadre de la coopération. Au sein des GDAP, un effort particulier est déployé pour renforcer les capacités techniques des femmes dans le domaine de la pêche, mais aussi à améliorer leur représentativité auprès des collectivités locales.

A titre illustratif, outre la formation à la conception et au raccommodage des filets[[2]](#footnote-2), ainsi qu'à la transformation des produits de la pêche, les femmes membres des GDAP bénéficient des formations sur la prise de parole en public, le management digital, l’éducation financière... la montée des GDAP à titre de structures institutionnelles propices à l’émancipation économiques et sociale des femmes est remarquable durant les dernières années. A tire d’exemple, 11 GDAP à majorité de femmes, dont trois nouvellement ont été constitués dans la région de Gabès durant les trois dernières années.

Ces initiatives jouent un rôle crucial dans l'autonomisation économique des femmes, en leur permettant d'acquérir des compétences essentielles (techniques et soft skills) pour améliorer leurs activités dans le secteur de la pêche. De plus, les GDAP offrent un espace de partage d'expériences et d'entraide, renforçant ainsi le tissu social et économique des communautés rurales et côtières.

A titre illustratif, de nombreuses sessions de formation ont été organisées dans le cadre des projets liés à la pèche (AQUAVALP, NEMO KANTARA, accompagnées de la fourniture d'équipements tels que des autoclaves et des sertisseuses pour conserver les aliments, notamment les produits marins. Ces formations ont eu lieu au centre de l'AVFA ou directement sur le terrain. En outre, des machines à coudre et d'autres équipements ont été fournis aux femmes en fonction de leurs besoins spécifiques pour renforcer leur résilience face à la nature saisonnière de l'activité de pêche.

## **Les femmes et changement climatique**

En outre, les femmes sont particulièrement vulnérables aux effets du changement climatique, surtout dans le contexte de l'économie bleue. Les variations de température, la rareté de l'eau, les brumes et les mers agitées qui affectent directement leurs activités. Cependant, malgré ces défis, les femmes jouent un rôle crucial dans l'adoption de comportements favorables à la durabilité environnementale.

Elles cherchent à valoriser les ressources naturelles en promouvant des modes de production respectueux de l'environnement. Un exemple concret découle de l’expérience des femmes dans la transformation des feuilles de palmier pour la fabrication de nasses ou de disques de capture (Charfia). Cette initiative témoigne de leur engagement à utiliser des matériaux durables pour leurs outils de pêche, contribuant ainsi à la préservation des écosystèmes marins tout en assurant leur propre subsistance.

En revanche, les femmes œuvrent également à maintenir les traditions artisanales liées à la production d'outils de pêche. Cette démarche s'inscrit dans une volonté de lutter contre les effets néfastes des nasses en plastique qui sont déversées en grand nombre dans les fonds marins, menaçant ainsi la biodiversité marine. En favorisant l'utilisation de méthodes artisanales et de matériaux durables pour la fabrication des outils de pêche, les femmes contribuent à préserver l'équilibre écologique des écosystèmes marins, tout en préservant les connaissances et les pratiques traditionnelles transmises de génération en génération.

## **La place des jeunes dans le secteur de la pêche**

Les jeunes occupent une place cruciale dans le tissu économique de l'économie bleue en Tunisie. Ils embrassent les métiers liés à la mer, souvent transmis au sein de la famille après des années d'apprentissage sur le terrain. De nombreux jeunes se distinguent par leur désir de perpétuer les traditions familiales et nationales dans le domaine de la pêche et intègrent les centres de formation professionnelle. Malgré leur qualification élevée, ces jeunes font face à une série de défis et d'obstacles en matière d’accès aux ressources et aux opportunités.

D’une manière remarquable, la protection sociale et l'accès aux soins constituent des préoccupations majeures, en particulier lorsqu'ils envisagent de fonder une famille. L'incertitude quant à la prise en charge médicale des futures épouses et l'inaccessibilité aux crédits entravent leurs projets de vie. De plus, les jeunes apprentis ne bénéficient pas des mêmes avantages que leurs aînés, notamment en termes de rémunération.

Sur un autre plan de l’analyse, le travail dans le secteur de la mer est parfois stigmatisé socialement, notamment dans le Sud de la Tunisie, où il est perçu comme une alternative pour les décrocheurs scolaires. Cette perception entrave la pleine valorisation des jeunes dans le domaine et leur donne le sentiment de ne pas être pleinement reconnus pour leurs compétences et leurs efforts.

Toutefois, la principale menace qui pèse sur l'engagement des jeunes dans l'économie bleue est l'attrait de l'émigration clandestine vers l'Europe. Les jeunes sont tentés de quitter le pays à la recherche de meilleures conditions de travail et de perspectives plus prometteuses, surtout que certains pays de la rive Nord de la méditerranée offrent de meilleures conditions de travail décent et de rémunération pour les métiers liés à la mer.

# **Conclusions et pistes d’actions envisageables en économie bleue**

A l’issue de ce modeste travail sur l’analyse sexospécifique dans les activités de la pêche en Tunisie, un certain nombre de conclusion s’imposent :

* **La contribution des femmes est significative mais demeure invisible des femmes :**

Les femmes tunisiennes jouent un rôle crucial dans le secteur de la pêche, notamment dans les activités de collecte, de transformation et de commercialisation des produits marins. Cependant, leur contribution reste souvent invisible et non reconnue en raison de normes culturelles et sociales patriarcales.

* **Le secteur est encore conditionné par le poids des normes sociales et culturelles :**

Les normes sociales patriarcales en Tunisie limitent l'accès des femmes aux ressources et aux postes de décision dans le secteur de la pêche. Ces normes varient toutefois selon les régions, avec certaines communautés plus ouvertes à la participation féminine que d'autres.

* **L’institutionnalisation et la formation constituent le catalyseur de l’émancipation économique et sociale dans le secteur :**

Des initiatives comme les Groupements de Développement Agricole et de la Pêche (GDAP) et les programmes de formation visent à renforcer les compétences des femmes et à améliorer leur représentation dans le secteur de la pêche. Ces efforts contribuent à leur autonomisation économique, à la montée des compétences et à la préservation des techniques traditionnelles et durables en matière de pêche et de transformation des produits de la mer.

* **Les femmes sont plus exposées au changement climatique :**

Les femmes sont particulièrement vulnérables aux effets du changement climatique de par leur positionnement dans toutes les phases liées à la pêche. Néanmoins, elles jouent un rôle clé dans la promotion de pratiques de pêche durables et respectueuses de l'environnement.

* **La pérennisation du secteur est conditionnée par l’amélioration des conditions des générations futures :**

Les jeunes, bien que qualifiés, font face à des défis importants tels que l'accès aux ressources et la protection sociale. De plus, la stigmatisation sociale et l'attrait de l'émigration clandestine menacent leur engagement dans le secteur de la pêche.

A la lumière de ces conclusions et après concertation avec les participants au dialogue national autour de l’économie bleue, **certaines pistes d’actions** **sont à prioriser** telles que :

* **Plaidoyer et sensibiliser à l’égalité entre les hommes et les femmes dans le secteur :**

Lancer des campagnes de sensibilisation médiatiques et communautaires pour mettre en lumière le rôle essentiel des femmes dans la pêche. Recourir aux témoignages, aux reportages et aux documentaires pour illustrer leurs contributions et succès. Certaines initiatives ont été déjà entamées qui méritent d’être pérennisées et d’œuvrer à valoriser les histoires de succès.

* **Valoriser le travail non rémunéré des femmes** et promouvoir et garantir l'égalité de rémunération entre les hommes et les femmes. Les femmes doivent recevoir une juste compensation pour leur travail, ce qui contribue à leur reconnaissance et à leur valorisation économique.
* **Faciliter l’accès aux ressources et outils économiques :**

Améliorer l'accès des femmes aux ressources financières, aux outils performants, et aux technologies modernes permettrait de renforcer leur participation économique au secteur et d’induire l’amélioration de leurs conditions de vie ainsi que de leurs proches. Cela inclut l’accès au crédit, à la microfinance et même aux subventions et de formations spécialisées.

* **Préserver l’avantage de l’accès à la formation et au développement des Compétences :** Renforcer et améliorer l’accès aux programmes de formation technique et de développement des compétences en facilitant la mobilité et en renforçant les structures d’accueil qui ne prennent parfois pas la différenciation entre les besoins des apprenants et ceux des apprenantes, surtout en matière d’hébergement. De plus il est fortement recommandé de généraliser les formations dans les domaines de la gestion, la prise de parole en public et l'utilisation des technologies digitales.
* **Promouvoir le réseautage et appuyer les tiers lieux :**

Il serait bénéfique d’encourager la création et le développement de réseaux et d'associations de femmes dans le secteur de la pêche. Ces réseaux offrent un soutien mutuel et facilitent le partage des connaissances et le renforcement de la voix collective des femmes.

* **Renforcer la visibilité des femmes dans les instances de décision :**

Une meilleure représentation des femmes dans les instances de décision et de gestion pourrait inclure des quotas de participation et des initiatives de mentorat pour les femmes leaders. La visibilité des femmes dans les postes de décision en économie bleue est en effet essentielle pour promouvoir l'égalité des genres et briser les barrières traditionnelles, offrant ainsi des opportunités égales.

Leur participation enrichit les discussions avec des perspectives diversifiées et innovantes, améliorant ainsi la gouvernance et l'efficacité organisationnelle. La présence des femmes leaders sert aussi à présenter des modèles positifs pour les jeunes filles et pourrait induire un changement culturel durable en faveur de l'égalité des genres.

* **Encourager la recherche sur la question du genre dans le domaine d’économie bleue :** Encourager la réalisation de recherches et d'études sur le rôle des femmes dans le secteur de la pêche contribuerait à fournir des données primaires et secondaires sexospécifiques, précises et actualisée sur les activités liées à l’économie bleue en plus des analyses pouvant influencer les politiques et les programmes visant à améliorer les stratégies d’émancipation économique et sociale des femmes et des filles.
* **Promouvoir la production et la consommation durables :**

Il est incontournable d’encadrer et généraliser les initiatives qui valorisent l'utilisation de matériaux durables et les pratiques de pêche artisanales respectueuses de l'environnement. De même, il conviendrait de fournir un soutien technique et financier aux femmes qui adoptent des pratiques de transformation ancestrales des produits et de la mer et valorisent ainsi le patrimoine immatériel et le transmettent aux générations futures.

* **Améliorer la situation des jeunes dans le secteur de la pêche :**

Le soutien des jeunes dans le secteur de la pêche est crucial pour assurer la pérennité de cette industrie. Il est essentiel d'améliorer leur accès aux ressources et à la protection sociale, en particulier pour ceux qui envisagent de fonder une famille, afin de leur offrir une sécurité et une stabilité nécessaires. Parallèlement, il est important de lutter contre la stigmatisation sociale associée au travail dans le secteur de la pêche dans certaines régions en mettant en avant ses avantages et ses opportunités.

**Références :**

* Belahassine O. (2022), <https://medfeminiswiya.net/2022/06/23/les-glaneuses-de-palourdes-de-kerkennah-ces-damnees-de-la-mer/>
* Chahbani J (2023), femmes dans le secteur de la pèche et de l’aquaculture en Tunisie : Réseau AWFISHNET et contribution du projet NEMO Kantara dans l’amélioration des aspects sanitaires dans la filière. [rr-africa.woah.org/wp-content/uploads/2023/05/17-chahbani.pdf](https://rr-africa.woah.org/wp-content/uploads/2023/05/17-chahbani.pdf)
* Couchot-Schiex, S. (2019). Chapitre I. Le genre : objet, concept, catégorie d’analyse scientifique à investir en éducation. Dans : , S. Couchot-Schiex, Du genre en éducation: Pour des clés de compréhension d'une structure du social (pp. 19-34). Paris: L'Harmattan.
* FAO (2023), Programme de gestion durable de la faune sauvage. <https://www.fao.org/3/cb7670fr/cb7670fr.pdf>
* FAO (2024), Women in fisheries in the Mediterranean and Black Sea region: roles, challenges and opportunities. [Women in fisheries in the Mediterranean and Black Sea region: roles, challenges and opportunities (fao.org)](https://www.fao.org/3/cc9869en/cc9869en.pdf)
* FAO et CERES (), la protection sociale des pêcheurs artisans en Tunisie. [resume peche.pdf (cres.tn)](http://www.cres.tn/fileadmin/user1/resume%20peche.pdf)
* FTDES (2021), Enquête auprès des petits pécheurs sur la situation du secteur de la pêche côtière. <https://ftdes.net/rapports/pecheurs.abstract.fr.pdf>
* GNUDD (208), Manuel de référence pour la prise en compte des questions de genre dans la programmation conjointe de l’ONU au niveau des pays. <https://unsdg.un.org/fr/resources/manuel-de-reference-pour-la-prise-en-compte-des-questions-de-genre-dans-la-programmation>
* Ismail, H. B., Jribi, S., Hachani, B., Dogui, D., & Hajer, D. (2022). Food Waste Volume, Origin and Causes: Case Study in a Tunisian University Canteen. International Journal of Innovative Approaches in Agricultural Research, September 2022
* L’économie bleue en Tunisie : Opportunité pour un développement intégré et durable de la mer et des zones côtières » Banque mondiale. 2022. World Bank, Washington, DC
* Nations Unies (2023), Questions Thématiques : Jeunes. <https://www.un.org/fr/global-issues/youth>
* ONAGRI (2023), La filière pêche et aquaculture en chiffres <http://www.onagri.tn/uploads/filieres/Fiche-peche-et-aquaculture-version-actualisee.pdf>
* Simonin, A. (2009). La femme invisible : la collaboratrice politique. Histoire@Politique, 9, 96-96. <https://doi.org/10.3917/hp.009.0096>
* USAID. 2022. Tunisia gender analysis: Constraints, success stories/best practices, opportunities, and recommendations. <https://pdf.usaid.gov/pdf_docs/PA00ZB5C.pdf>
* Ventelou, D. (2007). Sous la neutralité, le déni : note sur la question du genre dans l'action sociale. Empan, 65, 31-37. <https://doi.org/10.3917/empa.065.0031>

# **Annexe I.**

**Guide d’entretien focus groupe « Hommes et femmes dans la pèche »**

*Bonjour, je vous remercie d'avoir accepté de participer à ce groupe de discussion. L’objectif principal de cette rencontre* ***est de mieux comprendre vos connaissances et perceptions concernant l'économie bleue****, en mettant particulièrement l'accent sur le rôle des femmes et des jeunes. Vos réponses seront précieuses pour approfondir notre compréhension de ce domaine. Avant de commencer, je tiens à souligner que vos réponses resteront confidentielles et seront utilisées uniquement à des fins de recherche. Êtes-vous prêt(e) à démarrer ?*

***D’abord j’aimerai faire votre connaissance ; merci de vous présenter et de décrire brièvement votre parcours professionnel.***

**Partie I. Connaissances et perception des participants de l'économie bleue :**

***Connaissances***

1. Pouvez-vous donner une définition de l'économie bleue selon votre compréhension personnelle ?
2. Quels sont, selon vous, les principaux secteurs ou domaines d'activité qui composent l'économie bleue ?

***Perceptions***

1. Est-ce que l'économie bleue est importante pour notre société et notre environnement ?
2. Comment percevez-vous la participation des femmes et des jeunes dans les secteurs de l'économie bleue ? où sont-ils représentés ? (production, transformation, distribution…) main d’œuvre, décideurs ?...
3. Selon vous, quels sont les défis auxquels les femmes sont confrontées lorsqu'elles cherchent à s'engager dans l'économie bleue ?
4. Avez-vous eu accès à des programmes éducatifs ou de sensibilisation sur l'économie bleue ? Si oui, lesquels ?
5. Pensez-vous qu'il existe suffisamment d'opportunités d'éducation et de formation dans le domaine de l'économie bleue pour les femmes et les jeunes ?

**Partie II. Obstacles liés à l'investissement et aux ressources financières**

**Est-ce que l’un d’entre vous avez envisagé de démarrer ou d'investir dans une activité liée à l'économie bleue ?**

1. Si oui, quels sont les principaux obstacles juridiques, institutionnels ou autres auxquels vous avez été confronté (e) ?
2. Avez-vous déjà sollicité un prêt ou une assurance pour financer un projet en lien avec l'économie bleue ?
3. Quelles difficultés avez-vous rencontrées lors de la recherche de financement ou de l'obtention de garanties bancaires ?
4. Dans quelle mesure estimez-vous que l'accès limité aux ressources financières et aux garanties bancaires affecte la participation des femmes et des jeunes à l'économie bleue ?

**Partie III. Contraintes socioculturelles et normes sociales discriminatoires**

**Avez-vous observé des normes sociales ou des pratiques discriminatoires qui limitent la participation des femmes et/ou des jeunes à certains aspects de l'économie bleue ?**

1. Pouvez-vous donner des exemples spécifiques de ces contraintes socioculturelles ?
2. Dans quelle mesure pensez-vous que ces normes sociales discriminatoires constituent un obstacle supplémentaire pour les femmes et les jeunes désireux de s'engager dans l'économie bleue ?
3. Comment peut-on surmonter ces obstacles socioculturels ?

**Partie IV : Perspectives d'avenir et solutions**

**De quelle manière pensez-vous que les jeunes et ou les femmes peuvent contribuer de manière significative à l'économie bleue ?**

1. Quelles initiatives ou actions pourraient être mises en place pour encourager davantage la participation des femmes et des jeunes dans l'économie bleue ;
2. Comment pouvons-nous promouvoir l'engagement des jeunes dans des carrières liées à l'économie bleue ? ... )
3. Y a-t-il des exemples de réussite ou des modèles inspirants de femmes ou de jeunes engagés dans l'économie bleue que vous souhaitez partager ?
4. Quelles solutions proposez-vous pour surmonter les obstacles liés à l'investissement, aux contraintes socioculturelles et aux freins structurels dans l'économie bleue ?
5. Envisagez-vous des actions de participer à des initiatives communautaires pour favoriser l'inclusion des femmes et des jeunes dans l'économie bleue ?

# **Annexe II. Liste des personnes ressources**

* Madame Islem Ben Ayed, Ingénieure et responsable des questions liées à la pêche au sein du Département de la vulgarisation de l'AVFA/ Cofondatrice de L’Association Tunisienne pour le Développement de la Pêche Artisanale "ATDEPA"
* Monsieur Fethi Nafloufi, Ingénieur principal et chef service pêche à Zarzis et Chef du projet

"AQUAVALP" fiancé par l'union européenne et réalisé par le GIPP

* Madame Narjess Hamrouni, Cheffe de Bureau d’Appui à la Femme Rurale, ministère de l’Agriculture et des Ressources
* Madame Sana Taktak Keskes, la présidente de l'association de la continuité des Générations à la formation de la Planification stratégique

# **Annexe III : webinaire « La place du genre dans l’Economie Bleue**



Un webinaire organisé conjointement par les associations ACG et RDD, s’est tenu le 20 mars 2024 autour de la place de la question genre dans la promotion de l’économie bleue. La réunion fût extrêmement riche et intéressante ; au cours de laquelle nous avons pris connaissance de manière concrète des différents aspects qui conditionnent la faisabilité d'une économie bleue. Le cas de la pêche et du tourisme alternatif dans un territoire analogue à celui de Kerkennah était une parfaite illustration de cela. Les personnes présentes, pêcheurs femmes et hommes, jeunes, responsables d’administration et membres d’associations ont dégagé les différents aspects environnementaux, sociaux et territoriaux qui conditionnement l’émergence d’une réelle économie bleue dans une région comme Kerkennah. Le besoin de la protection du patrimoine naturel et écologique, sa gestion de manière responsable, la recherche continue de la meilleure équité sociale au niveau des différents intervenants, le souci permanent d’offrir les garanties sociales à une vie décente pour les différents professionnels engagés et la gestion intégrée du territoire constituent de l’avis des intervenants les principaux éléments clés pour la promotion d’une économie bleue dans un territoire donné.
[**#ACG**](https://www.facebook.com/hashtag/acg?__eep__=6&__tn__=*NK*F) [**#RDD**](https://www.facebook.com/hashtag/rdd?__eep__=6&__tn__=*NK*F)



Belle dynamique autour du gaspillage alimentaire dans sa dimension genre, organisée et animée par l'association Racines et Développement Durable ; RDD. Focus Groupe 20 mars 2024.

1. A des fins de statistiques, l’Organisation des Nations Unies – sans préjudice de toute autre définition proposée par les États Membres – considère que le jeune est une personne âgée de 15 à 24 ans. Cette définition, qui est tirée des travaux d’organisation de l'Année internationale de la jeunesse (1985) (voir A/36/215), a été officiellement approuvée par l'Assemblée générale de l’ONU dans sa résolution 36/28 de 1981. [↑](#footnote-ref-1)
2. A titre illustratif et non exclusif, 14 femmes pêcheurs inspirantes ont participé durant trois jours à la formation en ramendage et montage de filet de pêche, proposée par le CFPP Tabarka dans le cadre du partenariat entre le groupement de pêcheurs de Tabarka et le centre de formation. Cette action visait principalement à développer leurs habilités dans la construction et l’entretien des filets de pêche et améliorer leurs conditions de vie d'une manière générale. Pour plus d’informations voir la vidéo en ligne [Vidéo | Facebook](https://www.facebook.com/watch/?v=1117929039038962) [↑](#footnote-ref-2)